

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Washington-renforce-son-ingerence-en-Amerique-Latine>

Washington renforce son ingérence en Amérique Latine

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mardi 20 janvier 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Avec le terrorisme comme ennemi présumé, Washington menace d'imposer sa politique de sécurité à l'Amérique Latine. Lundi dernier sont arrivés à Mexico au moins 10 agents de police états-uniens en plus de ceux qui opéraient déjà dans le pays depuis la fin de la semaine pour surveiller l'accès des passagers aux avions des lignes Aeroméxico et Mexicana. La Maison Blanche a décidé de mettre le territoire états-unien en « alerte orange » en raison de la menace d'éventuels attentats comme ceux du 11 septembre 2001 et a étendu cette paranoïa au Mexique et au reste de l'Amérique Latine. La collaboration du gouvernement du président mexicain Vicente Fox avec le pays voisin pour faciliter l'intervention d'agents du FBI dans l'aéroport international de Mexico a soulevé les protestations de l'opposition politique qui a dénoncé l'ingérence états-unienne dans la sécurité nationale du Mexique en passant outre sa souveraineté grâce à l'aide passive et complaisante du gouvernement fédéral.

Mais la campagne antiterroriste du gouvernement de George W. Bush s'étend jusqu'à la région andine et au-delà. En Équateur, des informations officieuses signalent que des agents de la CIA ont participé à la capture du guérillero des FARC « Simón Trinidad » à la fin de la semaine dernière. En Colombie, le nombre de conseillers et d'agents états-uniens augmente d'année en année dans le contexte du Plan Colombie de lutte contre le narcotrafic et les groupes rebelles. Comme le président de ce pays, Álvaro Uribe, qualifie les guérilleros de terroristes, l'assistance militaire états-unienne se renforce. L'attention a été suscitée au début de cette semaine quand le Département d'État a pointé son doigt vers les gouvernements de Cuba et du Vénézuéla qu'il accuse de former une alliance destinée à promouvoir et à financer des mouvements qui déstabilisent les gouvernements démocratiques d'Amérique Latine. Selon le porte-parole adjoint de cette instance, Adam Ereli, Washington est « préoccupé » par l'information selon laquelle des « éléments terroristes » présumés opèrent à la frontière entre le Vénézuéla et la Colombie.

Washington a l'oeil sur cette frontière et justifie son ingérence en prétendant combattre le terrorisme et défendre la démocratie.

Au Mexique, l'opposition politique a protesté contre la participation d'agents du FBI à la surveillance de l'aéroport international de la capitale, tâche qui devait incomber exclusivement aux autorités mexicaines. La fraction parlementaire du Parti de la révolution démocratique (PRD) [centre-gauche], parti d'opposition, à la Commission permanente du Congrès de l'Union, a demandé que soient cités à comparaître les secrétaires à la Sécurité publique, Alejandro Gertz Manero, aux Relations extérieures, Luis Ernesto Derbez, et à l'Intérieur, Santiago Creel Miranda, pour qu'ils expliquent la présence et l'intervention d'agents états-uniens dans les actions de sécurité dudit aéroport, vu qu'il s'agit d'« une claire violation de la souveraineté mexicaine ».

Horacio Martínez Meza, membre du PRD, qui fait partie de la Commission des transports à la Chambre des députés, a accusé le président Fox de garder « une attitude soumise » face au mandataire des États-Unis et il a fait remarquer que « la collaboration et la subordination sont deux choses différentes ». Devant cette situation, Martínez Meza a indiqué que la prochaine étape pourrait être que le gouvernement autorise l'installation d'une base militaire états-unienne sur le territoire national.

La réponse des fonctionnaires du gouvernement n'a pas suffi à éclairer l'opinion publique sur les motifs de cette collaboration sans apparentes restrictions. L'ambassade des États-Unis au Mexique répète qu'elle dispose de rapports montrant que des terroristes de Al Qaïda seraient en train de préparer depuis le Mexique un attentat contre un avion commercial, mais ce n'est pas non plus ainsi qu'on fait taire les protestations contre l'ingérence états-unienne.

Devant les pressions des médias nationaux demandant au gouvernement mexicain d'expliquer son attitude, le bureau du Procureur général de la République mexicaine a annoncé ce mardi sa décision d'ouvrir une enquête sur la menace terroriste. Le directeur du bureau du Sous-procureur chargé de la délinquance organisée, Santiago Vasconcelos, a expliqué que l'enquête serait conduite sur la base des rapports fournis par les États-Unis, le Canada

et Interpol. « Nous ouvrons une enquête suite à l'échange de renseignements faisant état de la probabilité selon laquelle il pourrait exister un attentat ou une action terroriste contre une installation aéroportuaire du Mexique », a-t-il déclaré.

Le fonctionnaire n'a pas spécifié le contenu desdits rapports, mais il a expliqué que la possibilité que des terminaux aériens et des avions mexicains soient utilisés pour des attaques terroristes méritait à elle seule une enquête.

« Nous n'avons pas de preuves qu'un attentat sera commis contre un avion mexicain, européen, sud-américain ou états-unien, ni que des explosifs seront utilisés », a-t-il déclaré. Il a également justifié la présence d'agents du FBI dans les aéroports du pays et les fouilles intenses réalisées depuis 15 jours sur les passagers des vols à destination des États-Unis, en affirmant qu'« il vaut mieux subir mille fois ces dérangements que d'avoir à déplorer une seule mort ».

Historiquement, l'Amérique Latine a été un élément important des stratégies de sécurité nationale des États-Unis. C'est ainsi qu'on a justifié l'interventionnisme au Panama, au Nicaragua, au Guatemala, au Salvador, en Colombie, en Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay. En ce qui concerne les cas récents de la Colombie et du Mexique, l'intervention est directe et jouit de la complaisance des gouvernements locaux. Pour d'autres, elle se limite à des menaces. C'est le cas des accusations du Département d'État contre Cuba et le Venezuela.

Le porte-parole adjoint du Département d'État des États-Unis, Adam Ereli, a affirmé lors d'une conférence de presse que Washington savait que les présidents du Venezuela, Hugo Chávez, et de Cuba, Fidel Castro, mettaient en commun leurs efforts pour cultiver le sentiment anti-états-unien dans la région. « Nous avons vu ces informations. Je dirais que nous sommes préoccupés par toute action qui pourrait faire obstacle aux processus démocratiques et libres sur le continent. Je ferais remarquer que le régime de Castro, comme on le sait bien, tente depuis longtemps de saper les gouvernements démocratiques de la région. Et que pour cette raison les liens étroits entre les gouvernements du Venezuela et de Cuba font naître des préoccupations parmi les démocrates du Venezuela », a-t-il ajouté. Le fonctionnaire a rappelé que Washington a exprimé à Caracas sa préoccupation au sujet de « renseignements spécifiques sur des éléments terroristes qui opèrent à la frontière entre le Venezuela et la Colombie », quoiqu'il ait évité de parler desdites informations.

C'est dans cette atmosphère qu'aura lieu le Sommet extraordinaire des Amériques qui se tiendra les 12 et 13 janvier à Monterrey au Mexique. Le secrétaire aux Relations extérieures du pays, Luis Ernesto Derbez, a considéré que les liens entre les deux nations se renforceront pendant la réunion. Pour le chancelier mexicain, « au Sommet des Amériques, nous espérons renforcer les thèmes de la coopération économique et de la migration. Nous sommes confiants dans l'existence d'une réponse positive ». Cependant, Washington semble avoir d'autres projets pour la réunion des mandataires. Roger Noriega, secrétaire d'État aux Affaires de l'hémisphère occidental, a reconnu lors d'une conférence tenue voici quelques jours dans une université états-unienne que « nos intérêts politiques et sécuritaires dans les Amériques sont d'une importance vitale ».

« Alors que nous livrons la guerre mondiale contre le terrorisme, il est indispensable de compter sur des alliés forts et démocrates qui collaborent avec nous à sécuriser nos frontières et défendre nos intérêts communs et nos valeurs communes dans notre pays et à l'étranger. Le jour fatidique du 11 septembre 2001, les représentants des pays membres de l'Organisation des États américains ont ratifié la Charte démocratique interaméricaine, un document d'importance historique qui définit la région par son engagement à l'égard des principes démocratiques. La Charte démocratique s'ouvre sur le ferme propos d'accomplir la promesse que nous nous sommes faite entre pays et avec nos peuples », a déclaré Noriega. Le fonctionnaire a donné une longue liste des collaborations entre Washington et ses alliés latino-américains : « la coopération avec le Mexique et le Canada pour la sécurité des frontières et l'application de la loi n'a jamais été aussi vaste et pleine de succès qu'aujourd'hui ».

« Une nouvelle convention interaméricaine contre le terrorisme est entrée en vigueur récemment. Les soldats du Salvador, du Nicaragua, du Honduras et de la République Dominicaine sont présents à nos côtés en Irak, ils travaillent avec nos forces armées pour apporter la sécurité à ce pays et garantir un avenir meilleur et un gouvernement démocratique au peuple irakien qui a si longtemps souffert. Le Canada possède le plus grand contingent de troupes en Afghanistan après celui des États-Unis, et il a contribué de manière significative à la reconstruction de l'Irak. Nous lui sommes très reconnaissants pour son aide. De la même manière, nous marchons côte à côte avec le président Álvaro Uribe et le peuple colombien pendant qu'ils progressent dans leur lutte contre les forces combinées des terroristes malveillants et des patrons du trafic de drogue dont l'activité commerciale vise à remplir nos rues de cocaïne et d'héroïne », a déclaré Noriega.

Le fonctionnaire n'a pas mentionné à cette occasion la région de la Triple Frontière, territoire situé entre le Paraguay, le Brésil et l'Argentine, où il pourrait y avoir, aux dires du Pentagone, des cellules d'extrémisme musulman. Jusqu'à maintenant, ils n'en ont apporté aucune preuve.

La nouvelle carte de l'intervention diffère de celle qui a dominé dans les années 80 en Amérique centrale, aux Caraïbes et en Amérique du Sud. Aujourd'hui, l'ennemi à vaincre n'est plus le communisme, bien que Washington n'hésite pas à continuer de présenter Fidel Castro comme une menace latente. Le nouvel ennemi diffus est le terrorisme et le champ d'ingérence militaire et politique des États-Unis est partout où sa menace est pressentie.

Traduction de l'espagnol : Hapifil, pour RISAL

[Ciberoamérica](#) , 6 janvier 2004.